



Communiqué de presse pour diffusion immédiate
Le 30 septembre 2020, 7h00 GMT +2
Contact: Laura Vyda, LauraVyda@IPEN.org , +1 510-387-1739

**Les Additifs toxiques contenus dans les plastiques : les risques sanitaires cachés
liés aux produits plastiques courants**
(Rapport disponible en anglais, Français, espagnol et arabe)

(Gothenburg, Suède): Selon un nouveau rapport alarmant, les produits chimiques toxiques préoccupants qui sont répandus dans les produits plastiques courants peuvent freiner l'élan vers une économie circulaire. Elaboré en collaboration avec plusieurs groupes de conventions des Nations Unies, des experts techniques et des organisations affiliées, ce rapport intitulé : les Additifs toxiques contenus dans les plastiques et l'économie circulaire, met en lumière les nombreuses preuves de la présence des composants chimiques toxiques dans les plastiques qui peuvent nuire à la santé humaine et environnementale et entraver une économie circulaire sûre.

Le rapport fait référence à de nombreuses preuves provenant d'articles scientifiques et de revues de renom sur les groupes de produits chimiques les plus préoccupants utilisés dans la production du plastique. Le rapport identifie les « substances préoccupantes » dans les plastiques qui présentent des risques pour la santé humaine et environnementale, notamment les retardateurs de flamme, les produits chimiques perfluorés, les phtalates, les bisphénols et les nonylphénols. Ces substances, dont beaucoup sont des produits chimiques perturbateurs endocriniens, sont des additifs toxiques contenus dans les plastiques qui sont couramment utilisés dans les biens de consommation courante, y compris: **les jouets pour enfants, les emballages alimentaires, les produits électroniques, et les textiles, les tissus d'ameublement et les meubles.**

Le rapport traite de la présence et de l'impact des produits chimiques dangereux qui sont préoccupants à toutes les étapes du cycle de vie des produits plastiques, de la production et de l'utilisation au recyclage et à la mise en décharge, en passant par l'incinération, la valorisation énergétique des déchets et l'accumulation terrestre et marine. Le rapport détaille les impacts associés des produits chimiques sur la santé humaine, les biotes marins et l'environnement. Même de petites quantités de ces additifs chimiques utilisés dans les plastiques peuvent entraîner des cancers, des dommages aux systèmes immunitaire et reproducteur, des altérations des fonctions intellectuelles et/ou des retards de croissance.

« La pandémie de la COVID-19 a démontré les liens entre la santé environnementale et le bien-être des sociétés humaines. Le moment est venu d'agir sur la science pour réduire les additifs chimiques toxiques contenus dans les plastiques et la pollution sous toutes ses formes et de chercher des moyens durables par lesquels nous pouvons vivre en harmonie avec la nature. L'appropriation du léviathan des déchets plastiques, qui étouffe la vie marine et libère des substances extrêmement dangereuses dans l'environnement, doit devenir une priorité », a déclaré Gaetano Leone, Coordonnateur du PNUE/PAM — Secrétariat de la Convention de Barcelone. « De nombreuses mesures peuvent être prises pour récupérer de manière intelligente les déchets de la COVID-19. S'attaquer à la pandémie de plastique est un pas de géant vers une renaissance verte à Mare Nostrum. »

Les modèles d'économie circulaire sont conçus pour éliminer les déchets afin de reconstituer le capital naturel et de maintenir à leur valeur maximale les produits, les matériaux et les molécules qui circulent efficacement dans l'économie. Les plastiques qui contiennent des produits chimiques dangereux peuvent continuellement exposer les personnes et les écosystèmes, tels que les milieux marins dans lesquels ils s'accumulent, à des produits chimiques nocifs. Cette situation est particulièrement préoccupante en ce qui concerne le recyclage des plastiques contenant des polluants organiques persistants (POP). Les POP sont considérés parmi les substances les plus dangereuses au monde, nombre d'entre elles sont interdites ou réglementées par des conventions chimiques internationales.

Le rapport souligne que les efforts visant à s'attaquer au problème de la pollution plastique dans le monde doivent porter davantage sur les substances préoccupantes qui sont omniprésentes dans les déchets plastiques.

M. Rolph Payet, Secrétaire exécutif du Secrétariat du BRS, a déclaré : « Il existe une grande variété d'additifs chimiques dans les plastiques, certains d'entre eux ont été identifiés comme étant des polluants organiques persistants (POP) et sont maintenant répertoriés dans la Convention de Stockholm – par exemple, les retardateurs de flamme bromés et les hydrofuges fluorés. Cependant, il est difficile pour les pays de gérer les POP et autres produits chimiques dangereux ajoutés aux plastiques tout au long de leur cycle de vie, y compris lorsque les déchets plastiques sont finalement éliminés ou recyclés. Nous avons également besoin de transparence sur les plastiques qui contiennent tel ou tel additif, afin de permettre leur gestion écologique ultérieure. J'invite instamment l'industrie et les universités à intensifier leurs efforts pour trouver des alternatives à ces additifs dans les plastiques. »

« Ce rapport est remarquable parce qu'il identifie les additifs chimiques dangereux dans les produits courants et largement disponibles et illustre la manière dont ils constituent une menace pour la santé et l'environnement, que ce soit dans les produits, les déchets, le recyclage, la mise en décharge ou l'incinération. Afin de parvenir à une économie circulaire non toxique, nous devons garantir une approche de précaution pour prévenir les produits chimiques dangereux à toutes les étapes du cycle de vie des plastiques », a déclaré le Dr Sara Brosché, du Réseau International pour l'Élimination des Polluants (IPEN).

La publication décrit les expositions toxiques liées à chaque étape du cycle de vie du plastique, de la production à l'élimination. La contamination par les substances dangereuses résultant des déchets plastiques dans les décharges, l'incinération, la pyrolyse et le recyclage, ainsi que la pollution plastique dans les océans et les rivières, sont détaillées dans le rapport. Par exemple, les émissions de dioxines extrêmement toxiques peuvent résulter de la combustion de déchets plastiques, et des technologies telles que la pyrolyse peuvent entraîner la formation et le rejet non intentionnels de POP fluorés (p. ex. l'APFO/PFOS), d'autres SPFA/PFAS, y compris des substances appauvrissant la couche d'ozone et des gaz à effet de serre.

« Alors que l'industrie du plastique vise à trouver de nouvelles destinations pour les déchets plastiques mondiaux en Afrique, nos décideurs et le public doivent comprendre les dangers toxiques intrinsèques à de nombreux plastiques et les implications sanitaires et environnementales liés au recyclage, à l'incinération, à la valorisation énergétique des déchets et à la mise en décharge », a commenté Griffins Ochieng, directeur exécutif du Centre for Environmental Justice and Development (CEJAD, Kenya) et leader dans le réseau mondial IPEN.

Le rapport décrit quatre approches clés qui peuvent réduire la production et l'utilisation de produits chimiques préoccupants, prévenir les alternatives regrettables et réaliser une économie circulaire sûre :

- Les matériaux doivent être conçus conformément aux objectifs consistant à ne pas nuire à l'environnement et à la santé humaine et parvenir à zéro déchet
- Des investissements doivent être réalisés pour développer de nouveaux matériaux et systèmes plus sûrs qui évitent la production et l'utilisation de plastiques contenant des additifs chimiques dangereux, et évitent le remplacement d'additifs toxiques par des alternatives regrettables
- La collaboration de l'industrie sera essentielle pour que les entreprises assument la responsabilité des matières dangereuses qu'elles produisent
- L'étiquetage de manière transparente de la composition chimique doit être appliqué à toutes les matières plastiques.

Le rapport a été produit par le Centre d'Activités Régionales pour la Consommation et la Production Durables (CAR/PPD), au service de la Convention de Stockholm et de la Convention de Barcelone, avec la participation active d'autres centres régionaux des Conventions de Bâle et de Stockholm, du Réseau International pour l'Élimination des Polluants (IPEN) et des experts du Marine Litter Topic Group.

###